

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU
CADASTRE MINIER ET DE
L'INFORMATION MINIERE

Arrêté N° **17 / 006** /MMC/SG/DGCMIM
portant octroi d'un permis d'exploitation artisanale semi-
mécanisée dénommé « RIM », situé dans le
Département de Koumbri et Thiou, Province Yatenga à
la société « **CONSTRUCTION & EXPLOITATION
BURKINA SA** ».

LE MINISTRE DE DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n°2016-006/PRES/PM du 08 février 2016, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2016-384/ PRES/ PM/MEMC du 20 mai 2016, portant organisation du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrieres ;
- VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des autorisations et titres miniers ;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 aout 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km² ;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la lettre n°016-0932/MEMC/SG/DGCMIM du 30/12/2016 portant invite à payer des droits fixés à deux millions (2 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°0312535 du 16 janvier 2017 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de la société « **CONSTRUCTION & EXPLOITATION BURKINA SA** » en date du le 12 janvier 2016.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est octroyé à la société « **CONSTRUCTION & EXPLOITATION BURKINA SA** » ayant fait élection de domicile à Ouagadougou, **09 BP 750 OUAGA 09**, téléphone : 74 04 46 24, Burkina Faso, un permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **RIM** », situé dans les départements de **Koumbri et Thiou**, Province du **Yatenga** dans les limites définies à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le périmètre du permis octroyé pour l'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **RIM** » est délimité par des bornes dont les coordonnées UTM (XY) du réseau géodésique officiel du Burkina Faso sont les suivantes :

Sommets	Coordonnées en UTM (XY)	
	X (m)	Y (m)
A	549 378	1 520 232
B	550 378	1 520 232
C	550 378	1 519 232
D	549 378	1 519 232
Ellipsoïd Clarke 1880 Dartum Adindan UTRM 30P		

ARTICLE 3 : La superficie accordée pour le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **RIM** » est de **100 hectares (1 Km²)**.

ARTICLE 4 : Le traitement du minerai et résidus dont l'objectif est la récupération de l'or peut se faire par tout procédé de traitement dans le respect de la réglementation minière et environnementale.

ARTICLE 5 : Au cas où le traitement serait chimique, la société « **CONSTRUCTION & EXPLOITATION BURKINA SA** » s'engage à dépolluer les rejets avant leur remise en nature.

ARTICLE 6 : Le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée confère à son titulaire le droit, sous réserve de la réglementation en vigueur :

- de transporter les substances minières jusqu'au lieu de stockage et de traitement ;
- d'établir des installations de traitement ;
- de disposer de ces produits sur les marchés intérieurs et de les exporter conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 7 : La société «**CONSTRUCTION & EXPLOITATION BURKINA SA**», bénéficie dans le cadre de ses activités d'exploitation artisanale semi-mécanisée des avantages douaniers et fiscaux tels que prévus par le code minier et les textes réglementaires en la matière.

Elle est redevable de tous droits et taxes conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : La durée de validité du présent permis est de **cinq (05) ans**, pour compter de la date de signature. Elle peut être renouvelée par périodes successives de **trois (03) ans** conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 9 : La Société «**CONSTRUCTION & EXPLOITATION BURKINA SA**» est tenue d'adresser à la Direction Générale du Cadastre Minier et de l'information minière:

- un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire ;
- un rapport d'activités au terme de l'année civile.

ARTICLE 10 : Ces différents rapports sont établis conformément aux dispositions réglementaires du code minier.

ARTICLE 11 : La société «**CONSTRUCTION & EXPLOITATION BURKINA SA**» a l'obligation de :

- exploiter le gisement objet du présent arrêté dans les règles de l'art et s'engage à réhabiliter les sites avant leur abandon conformément à la réglementation minière et la notice d'impact environnemental ;
- respecter les mesures de sécurité et les engagements pris avec les notables du village, notamment :
 - l'emploi privilégié des jeunes de la localité ;
 - le respect des rites et coutumes de la population ;
 - le dédommagement des propriétaires des champs et autres infrastructures affectés ;
 - l'atténuation et la compensation des impacts sur l'environnement.

ARTICLE 12 : Les infractions au code minier et au code de l'environnement ainsi qu'à leurs textes d'application sont passibles de sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires sans préjudice du retrait du permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée. *AK*

ARTICLE 13 :

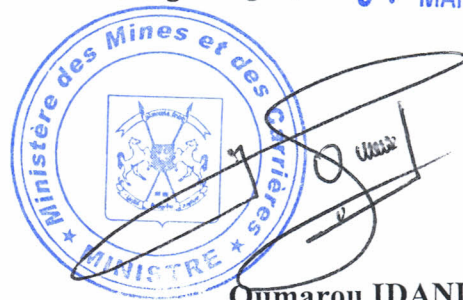
Le présent arrêté sera abrogé sans préjudice des sanctions civiles et pénales dans les cas ci-après :

- non-respect des dispositions du code minier ;
- non-respect des mesures de préservation de l'environnement ;
- non-respect des dispositions fiscales.

ARTICLE 14 :

La Directrice Générale du Cadastre Minier et de l'Information Minière est chargée de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au journal officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le **31 MAR 2017**



Oumarou IDANI

Chevalier de l'Ordre National

Ampliations :

- 1- SP/ Cabinet
- 2 - ITS
- 4 - DGMGC
- 4 - DGCMIM
- 2- BUMIGEB
- 1-DGD/MINEFID
- 1-DGI/MINEFID
- 3- Société « CONSTRUCTION & EXPLOITATION BURKINA SA »
 - 1 - Gouverneur/Région Nord
 - 1- Haut-Commissariat Yatenga
 - 1- Préfecture de Koumbri et Thiou
 - 1- Mairie de la commune de Koumbri et Thiou
- 1 - J.O.
- 1 - Classement.

